

Déclaration de la Présidente

Réunion publique d'information du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)

New York, le 13 novembre 2023

INTRODUCTION

Excellences, Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants, chers collègues,

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), de son groupe d'experts et du secrétariat, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette réunion publique d'information sur les sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée. J'aimerais également souhaiter la bienvenue aux représentants de l'Algérie, de la République coopérative du Guyana, de la République de Corée, de la République de Sierra Leone et de la République de Slovaquie, qui ont été invités à assister à cette réunion en leur qualité de membres nouvellement élus du Conseil.

Les mesures de sanction relevant du Comité créé par la résolution 1718 (2006) sont les plus exhaustives actuellement imposées par l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes conscients que leur application n'est pas une mince affaire pour les États Membres et qu'elle peut poser différentes difficultés. Le Comité se tient à la disposition des États Membres pour les aider à s'acquitter des obligations que leur imposent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et leur donner des orientations lorsqu'ils en font la demande. Dans cette optique, avec l'appui du secrétariat, il veille également à tenir à jour [son site Web](#), notamment la page consacrée aux [notices d'aide et aux fiches d'informations](#), qui apporte aux États Membres des précisions concernant diverses dispositions des mesures de sanctions.

L'objectif de la présente réunion est de donner aux États Membres des informations sur la portée des sanctions, le mandat et les activités du Comité et les principales conclusions et recommandations formulées par le Groupe d'experts dans le plus récent de ses rapports à mi-mandat, en date du 4 août 2023, qui a été publié comme document du Conseil de sécurité sous la cote [S/2023/656](#) et est disponible sur le [site Web du Comité](#) sous « rapports ».

En ma qualité de Présidente du Comité créé par la résolution 1718 (2006), j'aimerais, dans le cadre de mes observations préliminaires, aborder les trois points suivants :

1. l'obligation qui incombe aux États Membres de présenter des rapports nationaux de mise en œuvre ;
2. la nécessité d'appliquer les mesures de sanction de manière effective ;
3. les efforts faits par le Comité pour faciliter le travail des organisations humanitaires en République populaire démocratique de Corée, en particulier par l'intermédiaire de son mécanisme de dérogation pour raison humanitaire.

La Coordinatrice par intérim et spécialiste des questions maritimes du Groupe d'experts, présentera ensuite plus en détail les principaux éléments du régime de sanctions imposé à la République populaire démocratique de Corée, dans le prolongement des conclusions et recommandations les plus récentes du Groupe d'experts incluses dans le rapport de mi-mandat

du Groupe. Je saisis cette occasion pour renouveler tous mes remerciements à ce dernier pour ses travaux, qui contribuent de manière indispensable au succès des activités du Comité. Les rapports établis par le Groupe d'experts continuent de donner des informations précieuses, et je conseille vivement à chacun et chacune de les lire et d'examiner favorablement toutes les recommandations adressées aux États Membres, notamment celles qui figurent à l'annexe 83 du dernier rapport en date. Je tiens également à remercier les États Membres, les entités et les personnes qui ont bien voulu répondre aux demandes d'information soumises par le Groupe d'experts.

La Coordinatrice par intérim présentera un exposé au nom du Groupe d'experts, et la plupart des experts du Groupe sont présents aujourd'hui. Une fois cet exposé terminé, je donnerai la parole à l'auditoire pour une séance de questions-réponses. J'encourage les États Membres à profiter pleinement de cette occasion pour échanger avec les membres du Comité.

OBJECTIF DES SANCTIONS

Chers collègues,

L'objectif final des sanctions est de faciliter un règlement pacifique et global, par le dialogue, de la situation en République populaire démocratique de Corée. Dans ses résolutions, le Conseil de sécurité a réaffirmé son soutien aux pourparlers à six et dit souhaiter qu'ils reprennent. Il a également réaffirmé l'objectif d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques, et d'une réadhésion de la République populaire démocratique de Corée au Traité sur la non-prolifération et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

RAPPORTS NATIONAUX DE MISE EN ŒUVRE

Chers collègues,

En ce qui concerne les rapports nationaux de mise en œuvre, vous vous souviendrez peut-être que plusieurs résolutions exigent des États Membres qu'ils fassent rapport, dans les 90 jours suivant l'adoption des résolutions en question, sur les mesures concrètes qu'ils auront prises pour appliquer effectivement les sanctions relevant du Comité créé par la résolution 1718 (2006). Dans sa [résolution 2397 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité a décidé que les États Membres devraient présenter deux types de rapports de mise en œuvre : l'un sur l'application de la résolution dans son ensemble, et l'autre sur l'obligation de rapatrier les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée percevant des revenus dans d'autres États Membres.

Une liste complète de toutes les obligations en matière de présentation de rapports figure sur le site Web du Comité, et vous trouverez sous l'onglet « [Rapports des États Membres](#) » un tableau recensant toutes les dates limites de présentation des rapports. Si vous souhaitez vous assurer que votre gouvernement a bien rempli toutes ses obligations en la matière, le tableau répertorie également tous les rapports soumis par les États Membres à ce jour. La [Notice n° 2 d'aide à l'application](#), elle aussi disponible sur le site Web du Comité, contient un modèle de tableau aide-mémoire facultatif qui peut être utile pour faciliter la communication des informations demandées.

Bien que le Comité continue de recevoir des rapports de mise en œuvre, un grand nombre d'États Membres n'ont toujours pas soumis les leurs. Je rappelle aux États Membres qu'en

application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ils sont tenus de communiquer des informations sur l'intégration des mesures de sanction dans leur législation nationale, et je prie ceux qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports au Comité dans les meilleurs délais. Les rapports de mise en œuvre contribuent grandement à la capacité du Comité et de son groupe d'experts d'aider les États Membres à appliquer les résolutions dans leur intégralité.

Enfin, mon équipe, le Groupe d'experts et le secrétariat du Comité se tiennent à la disposition des États Membres pour les aider à établir et à soumettre leurs rapports de mise en œuvre. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez la moindre question.

APPLICATION EFFECTIVE

Chers collègues,

En ce qui concerne l'application effective des sanctions, je tiens à souligner qu'il est extrêmement important que les résolutions soient appliquées dans leur intégralité pour garantir l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil de sécurité. Afin d'assurer le respect des mesures de sanction, je demande instamment à tous les États Membres de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe d'experts, et de communiquer, de manière confidentielle si nécessaire, toute information dont ils disposent concernant l'application des mesures de sanctions, y compris toute violation des sanctions.

Soucieux de favoriser une meilleure compréhension des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée, le Comité créé par la résolution 1718 (2006) continue également de fournir aux États Membres, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales des conseils et des orientations sur la marche à suivre pour appliquer les sanctions. Vous pouvez adresser vos demandes de conseils à la présidence et au secrétariat du Comité, qui les porteront à l'attention de ce dernier.

MÉCANISME DE DÉROGATION POUR RAISON HUMANITAIRE

Chers collègues,

Lorsqu'il a imposé des mesures de sanction, le Conseil de sécurité a réaffirmé que celles-ci étaient censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée. De ce fait, comme indiqué au paragraphe 25 de sa [résolution 2397 \(2017\)](#), il a décidé que le Comité créé par la résolution 1718 (2006) pouvait, au cas par cas, accorder des exemptions pour raison humanitaire. Au fil des ans, le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire est devenu l'un des volets principaux des travaux du Comité. Depuis 2018, celui-ci a approuvé la grande majorité des demandes de dérogation pour raison humanitaire qu'il a reçues (soit 99 au total), ainsi que de nombreuses demandes de prorogation et de modification.

La volonté de ne pas nuire aux activités humanitaires a également conduit le Conseil de sécurité à adopter sa résolution 2664 (2022), en date du 9 décembre 2022, qui introduit une dérogation permanente pour raison humanitaire aux mesures de gel des avoirs dans tous les régimes de sanctions, afin de permettre « la fourniture, le traitement ou le versement de fonds, d'autres avoirs financiers ou ressources économiques, ou la fourniture de biens et de services nécessaires à l'acheminement en temps voulu de l'aide humanitaire ou à l'appui d'autres activités

visant à répondre aux besoins essentiels » par certaines organisations, comme indiqué au paragraphe 1 de la résolution. Le Comité œuvre à l'application de cette résolution.

Le Comité a simplifié la procédure d'obtention de dérogations pour raison humanitaire afin de faciliter le travail des intervenants humanitaires et l'acheminement de l'aide en République populaire démocratique de Corée. La [Notice n° 7 d'aide à l'application](#) comporte des informations sur le mécanisme d'obtention de dérogations pour raison humanitaire, notamment sur les conditions de présentation des demandes de dérogation, les modalités de saisine du Comité et la procédure d'approbation.

Dans le cadre de la mise à jour de la Notice n° 7, le Comité a rappelé l'adoption de la résolution 2664 (2022) et en a précisé l'application dans le contexte de l'aide humanitaire en République populaire démocratique de Corée. Le paragraphe 1 de cette résolution prévoit une dérogation au gel des avoirs imposé à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) afin de permettre la fourniture, le traitement ou le versement de fonds, d'autres avoirs financiers ou ressources économiques, ou la fourniture de biens et de services nécessaires à l'acheminement en temps voulu de l'aide humanitaire ou à l'appui d'autres activités visant à répondre aux besoins essentiels par certaines organisations. Par conséquent, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2664 (2022), il n'est pas nécessaire, pour les activités autorisées par cette même résolution, d'obtenir du Comité au cas par cas une dérogation au gel des avoirs imposé à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006). Le Comité a également rappelé que, dans la mesure où l'exception prévue aux paragraphes 1 et 4 de la résolution 2664 (2022) ne s'appliquait qu'au gel des avoirs, une dérogation du Comité accordée au cas par cas était nécessaire pour toute activité interdite par les autres mesures imposées par la résolution 1718 (2006) et les résolutions ultérieures sur la question, y compris mais non exclusivement les mesures d'ordre sectoriel.

Le Comité a par ailleurs noté qu'au paragraphe 6 de la résolution 2664 (2022), le Conseil de sécurité l'avait chargé, avec l'aide de son groupe d'experts, de surveiller l'application des dispositions du paragraphe 1 de ladite résolution, y compris tout risque de détournement. Il invite donc les États Membres et les organisations internationales et non gouvernementales qui mènent des programmes d'aide humanitaire et de secours en République populaire démocratique de Corée dans l'intérêt de la population civile de ce pays à lui fournir, ainsi qu'à son groupe d'experts, toute information pertinente ayant trait au risque de détournement. Le Comité continue d'utiliser une procédure de décision accélérée pour approuver en deux jours ouvrables les demandes de dérogation présentées par des organisations en vue d'atténuer le risque de propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) en République populaire démocratique de Corée et pour permettre la mise en place de mesures de prévention et de riposte efficaces face au virus. Cette procédure accélérée a également été utilisée pour donner suite à des demandes de prorogation et de modification de dérogations déjà approuvées, ainsi qu'à des demandes urgentes liées à des commencements de crises, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle.

En outre, le Comité a approuvé à titre exceptionnel un certain nombre de demandes visant à proroger des dérogations afin de permettre l'importation d'articles essentiels.

On trouvera sur le [site Web du Comité](#) toutes les informations utiles concernant le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire, ainsi que les lettres portant approbation des dérogations. Mon équipe et le secrétariat se tiennent prêts à fournir aux États Membres tout

éclaircissement supplémentaire dont ils auraient besoin lors de l'élaboration de leurs demandes de dérogation.

CONCLUSION

Chers collègues,

Pour terminer, au nom du Comité créé par la résolution 1718 (2006), je tiens à vous remercier de votre aimable attention. Je vais maintenant donner la parole à la Coordinatrice par intérim du Groupe d'experts. À l'issue de son exposé, je donnerai la parole à l'auditoire afin que vous puissiez poser toutes vos questions concernant les sanctions visant la République populaire démocratique de Corée, la mise en œuvre des obligations qui incombent aux États Membres ou encore les travaux du Comité et du Groupe d'experts.

Madame la Coordinatrice par intérim, vous avez la parole.

* * *

Chair's statement
1718 Committee Open briefing
New York, 13 November 2023

INTRODUCTION

Excellencies, Distinguished Delegates, Colleagues,

On behalf of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006), its Panel of Experts, and the Secretariat, it is my pleasure to welcome you to this open briefing on Security Council sanctions regarding the Democratic People's Republic of Korea (DPRK). I would also like to welcome the representatives of Algeria, Co-operative Republic of Guyana, Republic of Korea, Republic of Sierra Leone and Republic of Slovenia, who have been invited to observe this meeting as newly elected members of the Security Council.

The 1718 sanctions are the most comprehensive UN sanctions measures currently in place. We are aware that the measures ask a lot from Member States and can pose various implementation challenges. The Committee stands ready to assist Member States in carrying out their obligations under the relevant Security Council resolutions and to offer guidance when requested. In this regard, with the support of the Secretariat, it also makes sure to keep the [1718 Committee website](#) up to date, including the webpage on [Implementation Assistance Notices](#), where various provisions of the sanctions are clarified in guidelines to Member States.

With this briefing, we intend to inform Member States about the scope of the sanctions, the mandate and activities of the Committee, and the main findings and recommendations of the Panel of Expert's most recent midterm report, dated 4 August 2023 which has now been published and is available on the [1718 Committee website](#) under "reports" as Security Council document ([S/2023/656](#)).

As Chair of the 1718 Committee, I wish to touch upon three points in my opening remarks:

1. Member States' obligations to submit national implementation reports,
2. The need for effective implementation of the sanctions measures, and
3. The Committee's efforts in facilitating the work of humanitarian organizations in the DPRK, in particular through its humanitarian exemption mechanism.

The Acting Coordinator and maritime expert of the Panel of Experts, will subsequently elaborate in more detail on the main features of the DPRK sanctions, in line with the Panel's most recent findings and recommendations included in the Panel's midterm report. I would like to take this opportunity to reiterate my great appreciation to the Panel of Experts for their work, which is crucial to the success of the Committee. Its reports continue to offer invaluable insights and I strongly advise all to read them and to positively consider all recommendations addressed to Member States, including those contained in annex 83 of the Panel's latest report. I also would like to thank those Member States, entities, and individuals who have responded to requests for information by the Panel.

While the Acting Coordinator will be presenting on behalf of the Panel, we do have most experts with us today. Following the Acting Coordinator's presentation, I will open the floor for questions and answers, and encourage Member States to make full use of this opportunity to engage with the Committee.

GOAL OF THE SANCTIONS

Colleagues,

The ultimate goal of the sanctions is to facilitate the achievement of a peaceful and comprehensive solution to the situation in the DPRK through dialogue. The resolutions reaffirm the Council's support to the Six Party Talks and call for their resumption. They also reiterate the goal of the complete, verifiable and irreversible denuclearization of the Korean Peninsula in a peaceful manner and the return of the DPRK to the Non-proliferation Treaty (NPT) and International Atomic Energy Agency safeguards.

NATIONAL IMPLEMENTATION REPORTS

Colleagues,

With regard to national implementation reports, you may recall that various resolutions require that Member States shall report within 90 days of their adoption on the concrete measures undertaken to effectively implement the 1718 sanctions. In [resolution 2397 \(2017\)](#), the Security Council introduced the requirement for two types of implementation reports to be submitted by Member States; one on the implementation of the resolution as a whole, and another on the obligation to repatriate DPRK nationals who are gaining income in other Member States.

A full list of all reporting requirements can be found on the 1718 Committee website. Under the tab '[implementation reports](#)', you will find a table with all submission deadlines. Should there be any doubt as to whether your Government has fulfilled all reporting obligations, the table also reflects which reports have been received by Member States to date. [Implementation Assistance Notice No. 2](#), also available on the Committee's website, contains an optional checklist template, which can be helpful in providing the required information.

While the Committee continues to receive implementation reports, a large number of Member States are yet to submit their reports. I would like to remind Member States that reporting on the incorporation of sanctions into domestic legislation is an obligation under the relevant Security Council resolutions, and call on Member States who have not yet done so, to report to the Committee promptly. Implementation reports play a crucial role in helping the Committee and its Panel of Experts assist Member States in the comprehensive implementation of the resolutions.

Finally, my team, as well as the Panel of Experts, and the Committee's Secretariat, stand ready to assist Member States with the preparation and submission of their implementation reports. Please do reach out to us with any questions.

EFFECTIVE IMPLEMENTATION

Dear colleagues,

On effective implementation, I would like to stress that it is of utmost importance that the resolutions are fully implemented in order to ensure that the Security Council's measures are effective. To ensure full compliance, all Member States are urged to cooperate fully with the Committee and the Panel, and to supply, on a confidential basis if necessary, any information at their disposal on the implementation of the sanctions, including on any sanctions violation.

In order to foster a better understanding of the DPRK sanctions, the 1718 Committee also continues to provide advice and guidance to Member States, international organizations and NGOs on how to proceed when implementing sanctions. Requests for guidance can be submitted to the Committee Chair and the Secretariat, after which these will be brought to the attention of the Committee.

HUMANITARIAN EXEMPTION MECHANISM

Colleagues,

When sanctions were imposed, the Security Council reaffirmed that the measures are not intended to have adverse humanitarian consequences for the civilian population of the DPRK. As such, as detailed in paragraph 25 of [resolution 2397 \(2017\)](#), the Council decided that the 1718 Committee may, on a case-by-case basis, grant exemptions on humanitarian grounds. Over the years, the humanitarian exemption mechanism has become one of the key areas of work for the Committee. Since 2018, the Committee has approved the vast majority of humanitarian requests received, a total of 99 while approving numerous extensions and adjustments.

This intention not to adversely impact the humanitarian activities has also led the Security Council to adopt resolution 2664 on 9 December 2022 introducing a standing humanitarian exemption to the asset freeze measures for all sanctions regimes, thereby permitting “the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs” by certain organizations as outlined in OP 1. The committee is working on the implementation of this resolution.

The Committee has streamlined the process for obtaining humanitarian exemptions to facilitate the work of humanitarian actors and the delivery of aid to the DPRK. [Implementation Assistance Notice No. 7 \(IAN No. 7\)](#) provides information on the mechanism to obtain humanitarian exemptions, including the recommended format of exemption requests, information on routing to the 1718 Committee, and the approval process.

Through the updates to Implementation Assistance Notice No. 7, the Committee recalled the adoption of resolution 2664 (2022) and specified its application in the context of humanitarian assistance to the DPRK. Paragraph 1 of resolution 2664 (2022) created an exemption to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) to permit the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and

services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs by certain organizations. Accordingly, consistent with paragraph 4 of resolution 2664 (2022), a case-by-case Committee exemption is not required with respect to the asset freeze imposed by paragraph 8(d) of resolution 1718 (2006) for activities permitted by resolution 2664 (2022). The Committee also recalled that, because the exemption set forth in paragraphs 1 and 4 of resolution 2664 (2022) applies only to the asset freeze, a case-by-case Committee exemption is required to engage in activity prohibited by any other measure imposed by resolutions 1718 (2006) and subsequent relevant resolutions, including but not limited to sectoral measures.

The Committee also noted that paragraph 6 of resolution 2664 (2022) directs the Committee, assisted by its Panel of Experts, to monitor the implementation of paragraph 1 of the resolution, including any risk of diversion. The Committee therefore encourages that Member States and international and non-governmental organizations carrying out humanitarian assistance and relief activities for the benefit of the civilian population of the DPRK to provide the Committee and its Panel of Experts with any information relevant to the risk of diversion. The Committee continues to use an expedited decision-making procedure of two working days to approve exemptions from organizations that are aimed at mitigating the risk of the spread of the COVID-19 outbreak in the DPRK and to enable effective prevention *and* response measures to the virus. This expedited procedure has also been used for extension and amendment requests for previously approved exemption requests, as well as urgent requests for onset emergencies such as pandemic outbreaks and natural disasters.

The Committee has also approved, on an exceptional basis, a number of requests for longer exemption timeframes to allow for the import of essential items.

All relevant information regarding the humanitarian exemption mechanism, as well as letters of approval, can be found on the [1718 Committee website](#). Should any Member State have any questions while preparing exemption requests, my team as well as the Secretariat stand ready to provide further clarifications.

CONCLUSION

Dear colleagues,

In closing, on behalf of the 1718 Committee, I thank you for your kind attention. I now give the floor to the Acting Coordinator of the Panel of Experts. Following her presentation, I plan to open up the floor for you to pose any questions that you may have regarding the DPRK sanctions and the implementation of Member State obligations, as well as the work of the 1718 Committee and the Panel of Experts.

Ms. Acting Coordinator, the floor is yours.



DPRK Panel of Experts' 2023 Midterm Report (S/2023/656)

**Acting Coordinator
UN DPRK Panel of Experts
New York, 13 November 2023**





UN Sanctions and the DPRK

The DPRK Sanctions Regime (1)

- There are ten DPRK sanctions resolutions, all of them unanimously agreed by the Security Council.
- This adds up to a complex and comprehensive series of sanctions measures.
- The 1718 Sanctions List currently contains the names of 80 individuals, 75 entities and 59 designated vessels.
- Details best understood through the resolutions themselves, and the Committee's Implementation Assistance notices at:

<https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/implementationnotice>



UN Sanctions and the DPRK

The DPRK Sanctions Regime (2)

Democratic People's Republic of Korea

Arms and related materiel embargo, non-proliferation, proliferation networks, limit the number of bank accounts, inspect cargo, prohibition on leasing, chartering and flagging, vessel designation, insurance prohibition, port entry denial, vessel inspection, seizure, ship to ship transfer of petroleum product, information-sharing on supply, sale, transfer or procurement of illicit cargo, provision of bunkering services, financial measures (including bulk cash and gold), opening of banking subsidiaries, closure of DPRK banks, provision of public financial support or concessional loans that could contribute to the DPRK;s prohibited programs or in the evasion of sanctions, prohibition on the joint ventures and cooperative entities, specialized teaching & training which could contribute to the DPRK's proliferation sensitive nuclear activities and delivery systems, suspension of scientific and technical cooperation, coal minerals and sectoral bans (prohibition on the supply, sale or transfer of coal, iron, iron ore, gold, titanium ore, vanadium ore, copper, nickel, silver, zinc, rare earth minerals, food and agricultural products, machinery, electrical equipment, earth and stone including magnesite and magnesia, wood and vessels, ban on the exports of condensates and natural gas to the DPRK, ban on all refined petroleum products in excess of the aggregate amount of 500,000 barrels during the periods of 12 months, restriction on the supply, sale or transfer of crude oil, seafood ban, textile ban, ban on DPRK workers abroad, aviation fuel, jet fuel and rocket fuel ban, assets freeze, ban on statues, new helicopters and vessels, luxury goods ban, travel ban

Somalia : arms embargo, travel ban, asset freeze, charcoal ban, IED components ban;

Libya arms embargo, travel ban, asset freeze, illicit petroleum export

Central African Republic : arms embargo, assets freeze, travel ban

Democratic Republic of Congo : arms embargo, asset freeze travel ban, customs, transport

1988 & 1267: arms embargo, asset freeze, travel ban

Yemen: targeted arms embargo, travel ban, assets freeze

Sudan: arms embargo, travel ban, assets freeze

South Sudan: arms embargo, travel ban, assets freeze

Haiti: targeted arms embargo, travel ban, assets freeze



Panel of Experts

Panel Mandate

- **Assistance to the Committee:** assist the 1718 Committee in carrying out its mandate and functions
- **Investigations:** gather, examine and analyze information from States, relevant UN bodies and other interested parties, in particular on incidents of non-compliance
- **Reporting:** provide mid-term and final reports
- **Recommendations:** make recommendations on actions to: Council, Committee, Member States and others to consider to improve implementation



Panel of Experts

Panel Reports

- Investigations are the primary focus of the Panel's work. Annexes contain granular information into cases.
- Requests for Information. Opportunity to respond.
- Documentation. Primary and multiple sourcing. Data and technology tools. Corroboration.
- Panel work is confidential until publication. Panel reports are public, here:
https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/panel_experts/reports

S/2023/656





2023 Midterm Report Overview

Nuclear programme

- The DPRK continued development of nuclear weapons, production of nuclear fissile material, and its means of delivery.
- New construction activity took place at Yongbong site and activities at Punggye-ri nuclear test site continued.
- Kim Jong Un inspected purported tactical nuclear weapons.





2023 Midterm Report Overview

Ballistic missiles

- DPRK continued to develop its ballistic missile programmes.
- 23 ballistic missiles were launched. DPRK efforts in 2023 were increasingly focused on solid propellant engines; a milestone test was conducted on 13 April of the Hwasong-18 (ICBM).
- DPRK also attempted to launch two purported military reconnaissance satellites. These failed and fell into the sea.
- DPRK reported its BM activities in terms of nuclear deterrence at tactical and strategic levels.
- Personal involvement of Kim Jung-Un in the DPRK's bid for greater deterrence, culminating in an exhibition and a military parade in July 2023.

ICBMs launched



Hwasong-15



Hwasong-17



Hwasong-18

SRBMs launched



KN-25



Undetermined



KN-23



2023 Midterm Report Overview

Sectoral and maritime sanctions

- DPRK continued the illicit import of refined petroleum products through multi-staged ship-to-ship (STS) transfers.
- DPRK and suspect vessels continued elaborate evasion practices. Previously unreported circumvention methods were observed.
- Report details typologies and case study investigations involving ships, associated entities and individuals.
- DPRK vessels continued to export its banned coal via STS transfers.
- DPRK continued to acquire former foreign-flagged vessels.



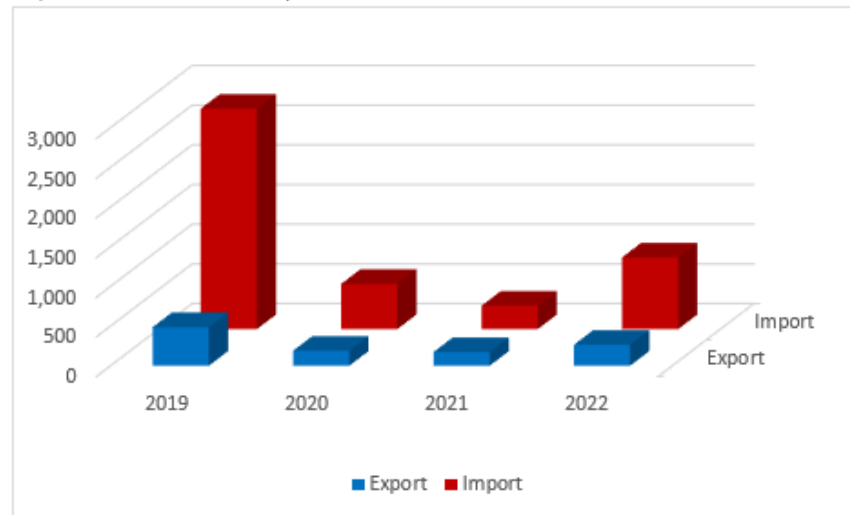
2023 Midterm Report Overview

DPRK Trade

- DPRK's foreign trade in 2022 with partner countries more than doubled that of 2021.
- Some trading of commodities within sanctioned categories were recorded.
- A wide variety of foreign goods and new foreign-made vehicles reappeared with the partial re-opening of DPRK's borders in 2023

DPRK recorded trade, 2019–2022

(Millions of United States dollars)



Source: ITC trade map, accessed 9 July 2023.



2023 Midterm Report Overview

Finance and cyber (1)

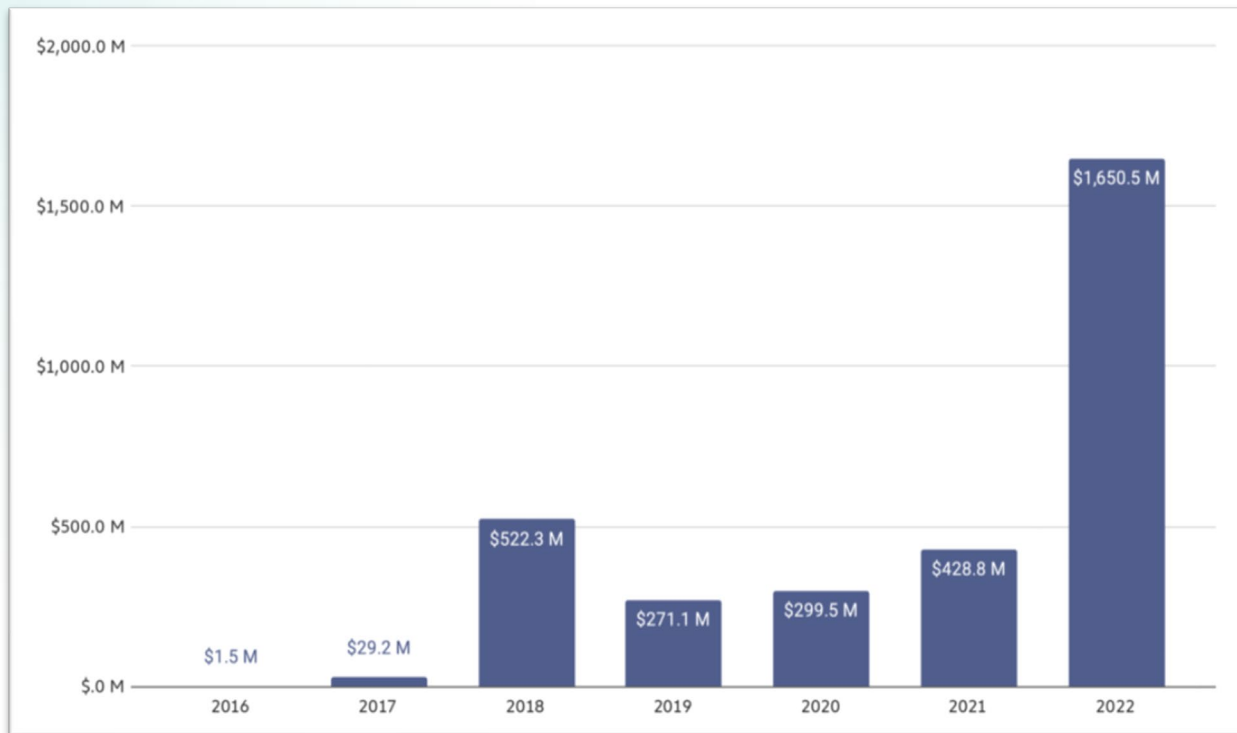
- The DPRK continued to access international financial systems through Joint Ventures, offshore entities, shell companies and the use of virtual assets (cryptocurrencies).
- Panel continued to investigate DPRK bank representatives overseas.
- Virtual asset service providers continue to offer lucrative targets for DPRK cyber actors.
- Cyber attacks on various sectors continued.



2023 Midterm Report Overview

Finance and cyber (2)

Cryptocurrency stolen by DPRK cyber actors, 2016-2022



Source: Chainalysis



2023 Midterm Report Overview

Embargoes, designated entities, individuals and overseas workers (1)

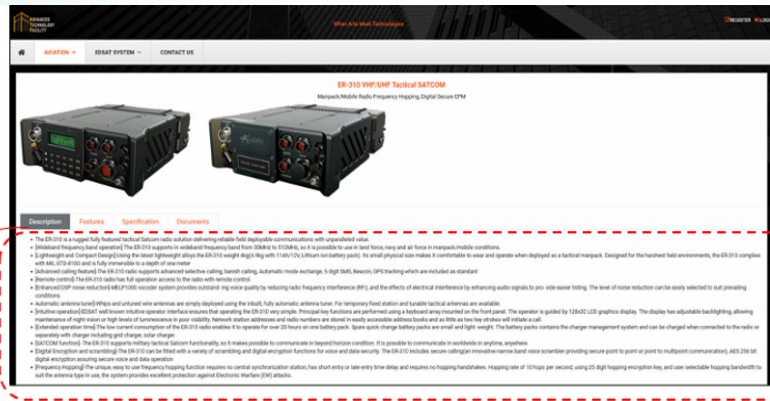
- DPRK cyberthreat actors affiliated to the Reconnaissance General Bureau continued its spear-phishing campaigns to fraudulently solicit information of value.
- DPRK IT and other workers dispatched overseas continued to generate revenue.
- Other cases of DPRK nationals working overseas after the December 2019 repatriation deadline included those in the medical, restaurant and construction fields.
- Risk of DPRK circumvention of UN resolution requirements through DPRK nationals working overseas on different types of visas.



2023 Midterm Report Overview

Embargoes, designated entities and individuals and overseas workers (2)

- DPRK continued to attempt to sell arms and defence-related materiel.
- Panel continues to investigate possible cases of DPRK arms sales or other types of military support to Member States.



GR-310 VHF/UHF Tactical SATCOM Manpack/Mobile Radio
Frequency Hopping, Digital Secure EPM
Software Defined Radio

[Key Features]

- 30MHz – 512MHz ■ Fully software defined radio, Extended use of DSP, DDS technology for maximum flexibility ■ Breakthrough wide-band data performance ■ Several options for channel spacing
- Cockpit control via dedicated control panel or remote control via RS-485 interface ■ Preset channel operation ■ AES256 or Customer oriented EPM capability by FH and digital encryption ■ Built-in GPS for position reporting in situation awareness ■ Wireless fill-gun (OTAR)

[Operation mode]

- Clear mode/voice, SMS ■ Secure mode (encrypted digital voice, SMS, data) ■ FH mode (encrypted digital voice, SMS, data) ■ SATCOM (encrypted digital voice, SMS, data)

The GR-310 is a rugged fully featured tactical Satcom radio solution delivering reliable field deployable communications with unparalleled value. ■ **[Wideband frequency band operation]** The GR-310 supports in wideband frequency band from 30MHz to 512MHz, so it is possible to use in land force, navy and air force in manpack/mobile conditions. ■ **[Lightweight and Compact Design]** Using the latest lightweight alloy, the GR-310 weighs 4kg (8.8 lbs) with 100% lithium ion battery pack. Its small physical size makes it comfortable to wear and operate when deployed as a tactical manpack. Designed for the harshest field environments, the GR-310 complies with MIL-STD-883C and is fully immersible to a depth of one meter ■ **[Advanced calling feature]** The GR-310 radio supports advanced selective calling, burst calling, Automatic mode exchange, 5 digit SMS, Beacon, GPS tracking which are included as standard ■ **[Remote control]** The GR-310 radio has full operation access to the radio with remote control. ■ **[Enhanced DSP noise reduction]** MEL P1000 vocoder system provides outstanding voice quality by reducing radio frequency interference (RFI), and the effects of electrical interference by enhancing audio signals to provide easier listening. The level of noise reduction can be easily selected to suit prevailing conditions. ■ **[Automatic antenna tuner]** Whip and antenna are simply deployed using the robust, fully automatic antenna tuner. For temporary fixed station and tunable tactical antennas are available. ■ **[Intuitive operation]** Glocom's well known intuitive operator interface ensures that operating the GR-310 is very simple. Principal key functions are performed using a keyboard array mounted on the front panel. The operator is guided by 128x32 LCD graphics display. The display has adjustable backlighting, allowing maintenance of night vision or high levels of luminance in poor visibility. Network station addresses and radio numbers are stored in easily accessible address books and as little as two key strokes will initiate a call. ■ **[Extended operation time]** The low current consumption of the GR-310 radio enables it to operate for over 20 hours on one battery pack. Spare quick charge battery packs are small and lightweight. The battery packs contains the charger management system and can be charged when connected to the radio or separately with charger including grid charger, solar charger. ■ **[SATCOM function]** The GR-310 supports military tactical Satcom functionality, so it makes possible to communicate in beyond horizon condition. It is possible to communicate in worldwide in anytime, anywhere. ■ **[Digital Encryption and scrambling]** The GR-310 can be fitted with a variety of scrambling and digital encryption functions for voice and data security. The GR-310 includes secure cabling/innovative narrow band voice scrambler providing secure point to point or point to multipoint communication. AES 256 bit digital encryption assuring secure voice and data operation ■ **[Frequency Hopping]** The unique, easy to use frequency hopping function requires no complex synchronization station, has short entry or late entry time delay and requires no hopping handshakes. Hopping rate of 10 hops per second, using 25 digit hopping encryption key, and user selectable hopping bandwidth to suit the antenna type in use, the system provides excellent protection against Electronic Warfare (EW) attacks.



2023 Midterm Report Overview

Unintended humanitarian effects of sanctions

- UN sanctions and their implementation have unintended effects on the humanitarian situation and aid operations within the DPRK, though difficult to disaggregate from other factors.
- UN sanctions are likely to continue to have some unintended effects on the humanitarian situation, but objective empirical information on the subject remain scarce.
- Measures in response to COVID-19 border closures and DPRK policy have continued to constrain the ability of UN and other organizations to conduct and monitor humanitarian operations within the country. Survey of NGOs and UN humanitarian organisations noted little or no improvement in their ability to conduct their work, although there are signs of partial border re-opening.
- Humanitarian organizations welcomed the updating of the 1718 Committee's Implementation Assistance Notice No 7.



2023 Midterm Report Overview

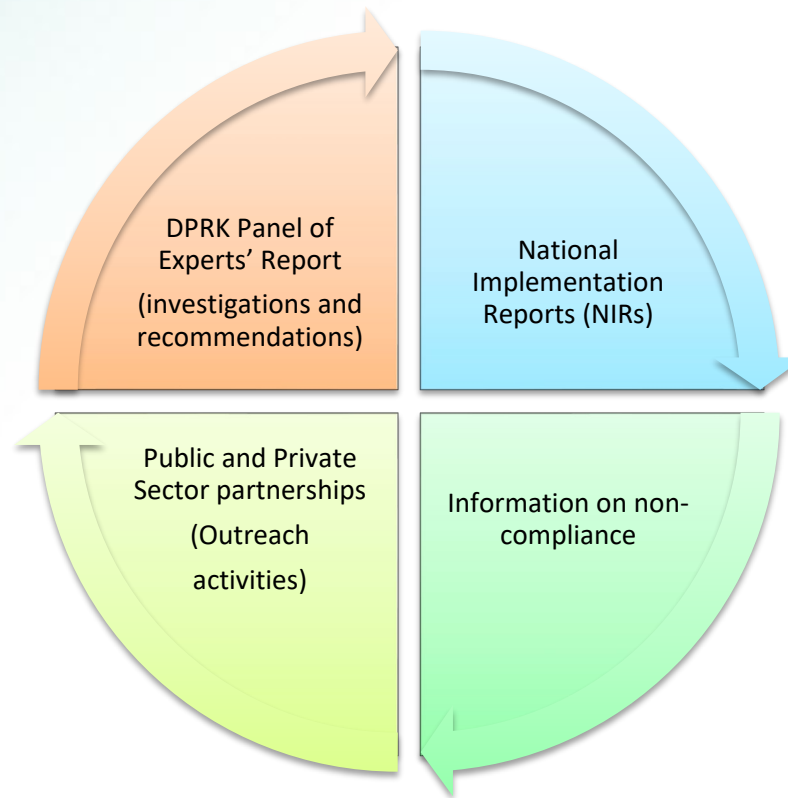
Recommendations

- Annex 83 of the Panel's 2023 Mid-term Report contains recommendations to the Security Council, 1718 Committee, Member States and others on:
 - trade
 - luxury goods
 - overseas workers
 - finance and the unintended humanitarian effects of sanctions.
- The voluminous, detailed and action-oriented maritime recommendations (over successive reports) remain relevant.



Implementation

Implementation





Closing Remarks

Support from Member States

- The Panel is grateful to the many Member States that have engaged in its work and assisted the Panel in its investigations via responses provided.
- The Panel continues to encourage submission of national implementation reports.
- The Panel stands ready to respond to requests from Member States for advice or assistance.



UN sanctions and the DPRK

Contacts

For more information:

Visit the webpage of the 1718 Committee, at:

<https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718>

Contact the Panel of Experts by email, using:

dppa-poe1874@un.org